

**Discours politique du Premier Ministre NODA
à l'occasion de l'ouverture de la 180^{ème} session de la Diète**

Le 24 janvier 2012

1 - Préambule

Permettez-moi, pour l'ouverture de la 180ème session de la Diète, de m'exprimer sur les questions auxquelles notre pays est confronté aujourd'hui, ainsi que sur les orientations du gouvernement que je dirige.

En septembre dernier, mon gouvernement a été constitué avec pour mission d'aborder l'un après l'autre les différents problèmes auxquels ce pays doit faire face dans l'immédiat. Cette année 2012 devant marquer l'entrée dans une nouvelle ère, celle de la « renaissance du Japon », je me devrai avant tout de mettre un terme à cette fameuse « politique de l'indécision » qui n'a eu de cesse de repousser au lendemain l'examen des grandes questions de politique nationale.

« Je crois fermement que la politique a vis-à-vis des citoyens la responsabilité d'instaurer un dialogue basé sur la confiance entre la majorité et l'opposition, de parvenir à des conclusions et de faire bouger les choses ».

Voici les mots que M. FUKUDA adressait aux partis de la majorité et de l'opposition depuis cette même estrade, il y a de cela quatre ans, alors qu'il était Premier Ministre.

Mais depuis, les problèmes récurrents ont été négligés et se sont même aggravés. La dette nationale s'est également creusée. Puis, avec le Grand séisme de mars dernier sont venues s'y ajouter de nouvelles difficultés qui réclament une solution et pèsent lourdement sur nous. Nous n'avons aujourd'hui d'autre choix que de faire face à ce qu'il convient d'appeler une « crise nationale » et d'apporter des réponses à ces questions trop longtemps remises

au lendemain. En tant que politiques, nous devons prendre nos « responsabilités vis-à-vis des citoyens ».

Ce que devra faire ce gouvernement coule de source : nous aurons à reconstruire le pays, traiter le problème de l'accident nucléaire et relancer l'économie japonaise. Ces questions, ainsi que la direction que ce pays doit suivre pour les résoudre, sont les mêmes que l'on soit de la majorité ou de l'opposition.

Il en est de même pour la Réforme globale de la protection sociale et des systèmes fiscaux. A la fin de l'année dernière, le gouvernement et le Parti Démocrate du Japon ont proposé à l'issue d'une longue concertation interne une ébauche de projet à ce sujet, qui prend notamment en compte certains des sujets proposés à l'époque du gouvernement de coalition entre le Parti Libéral Démocrate et le Kômeitô. Nous demanderons aux différents partis et courants de discuter de ce projet. Je pense que tous seront au moins d'accord sur le principe de la reconstruction d'un système de protection sociale durable sur le long terme. Et s'il doit y avoir des divergences quant aux mesures concrètes à prendre, débattons-en en profondeur.

Heureusement pour nous, les problèmes de notre agenda politique n'impliquent à l'heure actuelle pas de sérieux conflits d'intérêts ou d'idéologies comme cela est le cas pour d'autres démocraties un peu partout dans le monde. J'en veux pour preuve que lors de la dernière session de la Diète, nous sommes parvenus, malgré les différences de points de vue initiales, à nous entendre sur le troisième budget rectificatif et la législation qui y était liée. La politique peut faire avancer les choses, si nous, les hommes politiques, essayons sincèrement de nous accorder.

Ce dont nous avons besoin maintenant, ce n'est pas de nous disputer sur des points minutieux, mais d'envisager « la politique dans une perspective plus large », en considération de l'intérêt réel des citoyens et du futur de ce pays. C'est cela, une « politique qui décide », qui ne remet pas constamment au lendemain les questions primordiales.

Attaquons de front ces problèmes, trouvons-leur des remèdes concrets par le dialogue, et mettons-les en application, c'est ce à quoi je vous exhorte. En tant

que membres du Parlement représentant tous les citoyens de cette nation, il importe que nous cessions de nous intéresser à la seule situation politique pour regarder enfin le tableau dans son ensemble.

2 - Trois thèmes prioritaires

La reconstruction du pays suite à la catastrophe de mars dernier, la gestion des accidents nucléaires, le redressement de l'économie. Ce sont les trois questions sur lesquelles nous avons promis de continuer de concentrer notre effort avec la nouvelle équipe remaniée.

(Laissons résonner la cloche pour la reconstruction)

Plus de dix mois se sont écoulés depuis la catastrophe. J'aimerais vraiment pouvoir redonner ne serait-ce qu'un peu de « chaleur » à toutes les personnes qui doivent supporter les difficultés de la vie en logements temporaires. J'aimerais que nous surmontions au plus vite les conséquences du désastre, et que résonne dans les zones sinistrées la cloche pour la reconstruction. C'est dans cet esprit que nous avons œuvré jusqu'ici.

Grâce au troisième budget rectificatif et à la législation correspondante qui ont été adoptés lors de la dernière session de la Diète, nous avons désormais à notre disposition les instruments nécessaires à un véritable travail de reconstruction. Je pense notamment à l'Agence Nationale pour la Reconstruction, au système de subventions spéciales, ou encore aux Zones Prioritaires pour la Reconstruction. Cette nouvelle administration qui porte le mot de « la Reconstruction » scelle la promesse - commune à la majorité et à l'opposition - d'achever certainement la reconstruction des zones sinistrées en étant au plus près des victimes. L'Agence Nationale pour la Reconstruction prendra ses fonctions début février ; elle recueillera directement et en détail les demandes émanant du terrain et jouera le rôle d'une tour de contrôle, ce qui accélérera encore le déroulement des opérations.

La première préoccupation des sinistrés alors qu'ils essaient de reconstruire leur vie, est de trouver un emploi. Le système des Zones Prioritaires de Reconstruction permettra d'appeler de nouveaux investissements aussi bien du Japon que de l'étranger qui viendront dynamiser le processus de relance des entreprises touchées, amorçant le redémarrage de l'industrie et des embauches dans la région.

Ce sont les habitants eux-mêmes qui dresseront le plan concret de ce qu'ils désirent pour leurs nouveaux foyers. Jamais n'aura été autant mise à l'épreuve l'idée de la souveraineté de la collectivité territoriale, qui veut qu'elle soit maîtresse de son destin. Nous soutiendrons ce processus de reconstruction ouvert qui repose sur l'autorité locale avec la participation d'une grande variété d'acteurs de la vie de la communauté.

Le 11 mars prochain, pour le premier anniversaire de la catastrophe, le gouvernement organisera une grande commémoration officielle. Mener à bien ce travail de reconstruction le plus rapidement possible, est le meilleur moyen d'honorer les victimes. Sur un pays qui n'était plus à la fin de la guerre qu'un champ de ruines, nos ancêtres ont su bâtir une économie florissante. Puis à la suite des chocs pétroliers, ils sont parvenus à en faire la nation la plus avancée dans le domaine des économies d'énergie. Et le défi qui se présente à nous aujourd'hui est du même ordre. Il ne s'agit pas de reconstruire le pays tel qu'il était avant, mais d'en faire un nouveau Japon. Voici ce que l'Histoire exige aujourd'hui des Japonais.

Courage, Fukushima. Courage, Miyagi . Courage, Iwate . (*ndt : dans chacun des dialectes régionaux*) Et enfin, courage, le Japon. Ces cris d'encouragements qui résonnent aujourd'hui un peu partout, faisons en sorte qu'ils ne s'éteignent pas. Montrons-nous tous solidaires des épreuves auxquelles doit faire face quotidiennement l'est du pays, et écrivons ensemble un nouveau chapitre de notre Histoire, celui de la « Renaissance du Japon ».

Une des missions historiques qu'il nous incombera de remplir sera de tirer les leçons de cette catastrophe. Nous ne pourrons désormais plus nous cacher derrière le mot « imprévu ». Nous devons réviser et renforcer radicalement notre dispositif de gestion des catastrophes naturelles, y compris les tsunamis, pour

ne plus être à leur merci et que nous puissions rendre viable sur le long terme notre modèle de développement à l'échelle du pays et des régions.

(Sortir de la crise nucléaire et redresser Fukushima)

Notre combat à la centrale nucléaire TEPCO de Fukushima Dai-ichi est loin d'être terminé. L'achèvement de la « phase 2 » de notre plan en fin d'année dernière n'est qu'une étape d'un processus qui ne prendra fin qu'avec le démantèlement des tranches de réacteur. C'est maintenant que va débuter véritablement le travail qui va consister à redresser Fukushima et à lui rendre sa splendeur.

Pour que les évacués puissent regagner leur demeure, nous devons de toute urgence rebâtir un environnement sûr pour qu'ils puissent y vivre. Il nous faudra rétablir rapidement les services publics tels que les écoles et les hôpitaux, mais aussi nous assurer de la sécurité de la population, en particulier les enfants et les femmes enceintes, en ce qui concerne la radioactivité, notamment par la décontamination totale des espaces de vie, une surveillance médicale des habitants, et le rétablissement de la confiance des consommateurs par rapport à la sécurité des denrées alimentaires. Nous ferons également tout ce qui est en notre pouvoir pour dédommager sans heurt et de manière juste les sinistrés en tenant compte de leur point de vue. Nous allons porter une attention minutieuse à la révision des zones d'évacuation en tenant compte des avis des habitants et des collectivités locales concernées.

Depuis ma prise de fonction en tant que Premier Ministre, je me suis rendu à trois reprises à Fukushima. La beauté de ses crêtes, le bruit des ruisseaux clairs se frayant un chemin à travers une végétation luxuriante, où que l'on aille flotte un parfum de nostalgie. Pour n'importe quel Japonais, ces paysages magnifiques évoquent une sorte de pays natal idéal.

Il n'y a pas de renaissance du Japon sans renaissance de Fukushima. Le Japon ne se relèvera pas sans Fukushima. Je l'ai dit et répété, et j'aimerais que tous nos concitoyens partagent cette vision. C'est pour concrétiser celle-ci que nous soumettrons à la Diète un projet de loi sur les dispositifs spéciaux qui

permettront au pays et à la région de mieux travailler ensemble au rétablissement de Fukushima.

(Un défi : redresser l'économie japonaise)

Afin que la région frappée par la catastrophe reparte sur des bases solides, afin que notre pays sorte de cette longue phase de stagnation et reste une nation prospère, nous ferons des efforts importants pour redresser l'économie japonaise. La reformation d'une classe moyenne conséquente passe par une redynamisation globale de l'économie nationale, qui allierait création d'emplois et compétitivité des entreprises, à commencer par les PME. Nous défendrons bec et ongles l'emploi et l'industrie, en faisant disparaître les entraves à l'embauche et à l'investissement au niveau national pour les entreprises. Dans le même temps, nous sèmerons les graines d'une croissance génératrice de valeur ajoutée, et instaurerons un climat favorisant l'épanouissement des nouvelles industries.

Le budget pour l'année fiscale 2012 intégrant de nombreux projets pour le redressement du Japon est la prochaine étape pour la renaissance de l'économie. Nous travaillerons à ce qu'il soit rapidement adopté, de même que le quatrième budget rectificatif. De plus, afin de surmonter la hausse historique du yen et la déflation persistante, nous assurerons une continuité dans la gestion de notre politique économique et fiscale, en nous rapprochant encore de la Banque du Japon qui a la charge de notre politique monétaire,

Dans ce contexte d'incertitude économique mondiale, il est difficile pour un pays qui, comme le nôtre, est entré dans une période de déclin démographique d'atteindre un taux de croissance élevé. C'est précisément pour cette raison que nous devons évaluer calmement le potentiel de notre économie et définir une vision claire de la façon dont nous pourrions encourager les tentatives individuelles d'une grande diversité d'agents. Je demanderai au Conseil national des stratégies d'accélérer la mise en oeuvre de « la Nouvelle Stratégie pour la croissance » et d'élaborer avant le milieu de 2012 une « stratégie pour la renaissance du Japon » avec une feuille de route détaillée pour une nouvelle croissance que l'ensemble des secteurs du public et du –privé exécuteront.

Il existe au Japon de nombreuses frontières, qui sont pour nous autant de défis à relever. Les femmes représentent aujourd'hui le plus grand potentiel de cette nation, et ce pas seulement dans une perspective de compensation de la baisse de la population active. De par la pluralité qu'elles peuvent apporter, leur participation à tous les niveaux de la société et la mise en valeur de leurs compétences constituent l'une des clés de notre rétablissement. J'aimerais que les femmes, sur qui repose le renouveau de ce pays, rayonnent encore davantage dans notre société.

D'autre part, l'agriculture, l'énergie et l'environnement, ainsi que les soins et l'aide aux personnes dépendantes devraient voir une nouvelle demande se dessiner, et il y a de fortes chances pour qu'ils deviennent les secteurs phares du XXI^{ème} siècle. Le gouvernement dans son ensemble prendra la responsabilité d'une mise en application «– des orientations de base et du plan d'action » pour la mise en œuvre du renouveau de l'Alimentation, de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche fixés précédemment, en même temps qu'il soutiendra les innovations dans ces domaines. L'océan, qui est pour nous un important réservoir de ressources et dont nous dépendons en tant que pays maritime, ou bien l'espace qui est une mine sans fin d'opportunités ; telles sont les nouvelles frontières de l'espèce humaine que nous, les pouvoirs publics, tenterons d'exploiter. Il s'agira de rassembler les savoirs des sphères industrielle, publique et académique et d'investir davantage dans la formation des personnes à qui reviendra de relever ces défis. Nous proposons comme grand projet national de faire de la réalisation de ces rêves de « frontières » intérieures et extérieures, le moteur de la reconstruction du Japon.

Okinawa, dont nous célébrerons le quarantième anniversaire de la rétrocession, est également une de ces frontières, du fait du fort potentiel que l'archipel représente en tant que porte d'entrée de l'Asie-Pacifique. Afin que la région puisse tirer avantage de ses propres possibilités, nous lui préparerons dans le budget 2012 une enveloppe globale, dont elle pourra user plus librement et sans restriction de notre part. De plus, nous soumettrons lors de cette session deux projets de loi concernant le développement d'Okinawa pour l'après-2012, projets basés sur les besoins exprimés par la région elle-même.

La relance de notre économie nécessitera également que nous repensions notre politique énergétique. Pour cela, il sera primordial de considérer les multiples

facettes de la question, notamment celles de l'impact économique, de la protection de l'environnement et de la sécurité de la population, étant bien entendu que ce dernier aspect sera notre première préoccupation. Dans un contexte de hausse du prix des combustibles fossiles, nous aurons à résoudre la difficile équation de la réduction au strict minimum de notre dépendance au nucléaire sur les moyen et long termes ainsi que de la diminution de nos émissions de gaz à effet de serre, tout en continuant d'assurer un approvisionnement suffisant en électricité pour répondre à la demande. Nous entendons mener, en consultation avec toutes les couches de la population, une révision complète de notre politique, et ainsi établir d'ici l'été une nouvelle stratégie et un nouveau programme ayant pour objectif la mise en place d'un mix énergétique sûr et viable sur les moyen et long termes. Dans le même temps, nous présenterons un ensemble de mesures à l'échelle nationale concernant la lutte contre le réchauffement climatique et sur l'adaptation de notre système électrique à ce nouveau bouquet énergétique.

D'autre part, nous nous efforcerons de faire la lumière sur les causes de l'accident nucléaire, et en tirant les enseignements de la catastrophe, à établir une nouvelle administration en charge de la sûreté nucléaire. Une agence indépendante rattachée au Ministère de l'Environnement sera spécialement créée pour s'occuper de la réglementation liée à ce domaine, et nous présenterons lors de cette session de la Diète un projet de loi pour l'introduction de dispositifs de contrôle plus stricts. Nous nous efforcerons ainsi d'améliorer le fonctionnement des autorités compétentes, et de faire en sorte qu'elles retrouvent la confiance de nos concitoyens.

3. Poursuite des réformes politiques et administratives conjointement avec la Réforme Globale de la Protection Sociale et des Systèmes Fiscaux.

(Une volonté de mener à bien les réformes politiques et administratives)

« Mettre en pratique ce que l'on prêche »... Voilà comment je définirais le sentiment de « fierté nationale » dont les responsables politiques et administratifs doivent faire preuve devant nos concitoyens, et ce quels que soient les dossiers dont ils ont la charge.

Lors de la précédente session parlementaire, nous ne sommes pas parvenus à

conclure un accord sur les mesures concrètes destinées à réduire les dépenses publiques et à garantir l'exécution des recettes non fiscales. Cela est d'autant plus regrettable que les positions de la majorité sur ces questions ne diffèrent pas beaucoup de celles de l'opposition. Je renouvelle mon appel à l'ensemble des partis de l'opposition pour permettre le vote rapide à la Diète du projet de loi portant sur une réduction de 8% des salaires des fonctionnaires de l'Etat, ainsi que celui sur la réforme de la Poste.

La suppression des dépenses inutiles des administrations est une tâche que nous devons poursuivre avec opiniâtreté. Dans mes deux précédents gouvernements, j'ai fait personnellement tout mon possible pour gérer de manière responsable les finances publiques. Cependant, certains de nos concitoyens nous reprochant de ne pas faire suffisamment d'efforts en ce sens, je m'attaquerai donc au dossier des réformes administratives avec une résolution inébranlable.

Je commencerai par la réforme des autorités administratives indépendantes (AAI), qui comprend notamment la diminution de près de 40% du nombre de ce type d'établissements à travers une audacieuse campagne de suppressions et de regroupements ainsi qu'une optimisation de leurs missions. Viendra ensuite la réforme des comptes spéciaux, qui prévoit entre autres la suppression du « Compte spécial pour le développement des infrastructures sociales » et la réduction de près de moitié de l'ensemble des comptes existants. Je présenterai prochainement devant la Diète un projet de loi relatif à ces deux réformes et veillerai à faire en sorte qu'il passe. En outre, je ferai tout mon possible pour garantir la perception des recettes non fiscales en réduisant sur les cinq prochaines années le nombre de logements réservés aux fonctionnaires de l'État de 25% et en continuant la mise en vente de biens publics. Je ne cesserai de promouvoir la réforme de la fonction publique, tout en poursuivant une revitalisation administrative impartiale qui tienne pleinement compte des préoccupations des Japonais.

Je réaliserai également des réformes en faveur d'une décentralisation effective, afin de renforcer l'efficacité des services publics et pour réduire les dépenses inutiles de l'État. Le budget de l'État pour 2012 présente ainsi une augmentation globale des dotations et subventions aux collectivités territoriales, ainsi qu'une

amélioration notable de leur utilisation. En outre, j'établirai un mécanisme concret visant à supprimer de façon générale les agences gouvernementales et présenterai devant la Diète les projets de loi nécessaires. Durant cette même session parlementaire, je m'efforcerai de réaliser une réforme de la Poste qui permettra aux bureaux de poste, véritables soutien des communautés locales, de proposer en un même lieu trois types de services (services postaux, services bancaires et d'assurance) pour le bénéfice des utilisateurs.

Ces réformes ne doivent pas se limiter à la seule administration. Il est essentiel que les hommes politiques, plus que n'importe qui, soient en première ligne pour montrer l'exemple. Parallèlement aux mesures déjà prises pour corriger la différence de poids attribué à chaque vote que la Haute Cour de Justice avait soulignée comme étant anticonstitutionnelle, le Parti Démocrate du Japon (PDJ) prépare une proposition de loi destinée à réduire le nombre de sièges à la Chambre des Représentants qu'il soumettra au vote de la Diète. J'userai de mon leadership pour que les partis de la majorité et de l'opposition mènent des débats « ouverts », et pour que cette session parlementaire débouche sur un consensus qui permettra la mise en application de cette proposition.

(Signification de la Réforme Globale de la Protection Sociale et des Systèmes Fiscaux)

À côté de ces réformes politiques et administratives, il existe un autre dossier auquel nous devons nous atteler pour le bien de la population et l'avenir de la Nation toute entière. Je veux parler de la Réforme Globale de la Protection Sociale et des Systèmes Fiscaux.

La génération du « baby boom » est en train d'évoluer, passant de ceux « qui soutiennent » à ceux « qui sont soutenus ». Alors que la composition démographique de notre pays était autrefois de plusieurs actifs pour un retraité, ce rapport est désormais de trois actifs pour un retraité et il ne fait aucun doute qu'il passera dans le futur à un actif pour un retraité. Les générations futures ne pouvant supporter à elles seules un tel fardeau, nous ne pouvons plus reporter cette réforme.

Les gouvernements précédents ont toujours connu des difficultés lors de

l'élaboration du budget, difficultés qu'ils ont surmontées en usant de différentes astuces. Toutefois, alors que le Japon connaît le vieillissement démographique le plus rapide de la planète et que l'augmentation naturelle des coûts de la Protection Sociale représente à elle seule 1000 milliards de yens par an, nous ne pouvons plus nous contenter de « traiter uniquement les symptômes » comme nous l'avons fait jusqu'à présent.

Bien évidemment, la Réforme Globale ne consiste pas uniquement à trouver un équilibre entre ressources et prestations. Elle permet de répondre au souhait le plus cher de nos concitoyens, celui de pouvoir bénéficier d'un système de protection sociale fiable et durable.

Notre société est aujourd'hui confrontée à la crainte grandissante qu'il devient impossible pour une personne issue des classes moyennes de s'y maintenir une fois qu'elle a été frappée par le chômage ou la maladie. Si cette situation devait perdurer, nous risquons de voir les gens perdre le goût du risque et cesser de se lancer de nouveaux défis. Je ne laisserai pas le Japon devenir un pays qui laisse ses personnes âgées mourir seules. Et nous devons apporter une réponse aux souffrances des générations actives et de leurs enfants confrontés à la pauvreté.

Après la transition politique qui a amené le PDJ au pouvoir, nous nous sommes efforcés de créer une société où chacun peut trouver un sens à sa vie dans le soutien qu'il donne et reçoit de son prochain, conformément à notre principe de base de « donner la priorité aux besoins de la population ». Un renforcement des fonctions de la couverture sociale est essentiel à la réalisation d'une société reposant sur l'entraide et offrant à chacun « un lieu et un rôle » où il peut se reconnaître.

Certains ont évoqué le faible nombre des aides publiques destinées aux personnes actives au Japon par rapport aux autres pays développés. Le meilleur exemple est le programme de la politique familiale. Tout en permettant aux femmes d'exprimer leur plein potentiel au sein de la société, nous devons également hâter l'élaboration d'un nouveau système global d'aides à l'enfance et à l'éducation, afin de créer une société où les gens peuvent donner naissance et élever leurs enfants en toute quiétude. En plus des programmes cités précédemment, il est urgent que nous renforçons les filets de sécurité destinés

aux personnes actives, qui constituent la part de la population qui soutient les retraités, et que nous évoluions vers une couverture sociale « multi-générationnelle » qui concerne l'ensemble de la population, jeunes comme vieux.

Aujourd'hui, nombreux seraient les jeunes Japonais qui auraient perdu confiance en l'avenir. L'une des causes en est peut-être l'habitude que la société japonaise a de faire porter le poids de la dette sur les générations futures et de ne pas s'en soucier. Il est impossible d'appeler les jeunes à garder confiance dans l'avenir quand la société dans laquelle ils vivent continue d'augmenter la dette qu'ils auront à acquitter. Il n'est donc pas exagéré de dire que le succès de la Réforme Globale dépend de notre capacité à faire le premier pas pour ramener l'espoir à l'ensemble de la société.

Fort de sa compréhension de la situation, la coalition au pouvoir a rédigé un rapport préliminaire comprenant une augmentation graduelle de la taxe sur la consommation (équivalent de la TVA) à 8% à partir d'avril 2014, puis à 10% à partir d'octobre 2015, sous condition d'une amélioration de la situation économique. Les recettes perçues suite à ces augmentations seront entièrement reversées aux citoyens en servant au redressement des comptes de la Sécurité Sociale, exception faite des taxes locales sur la consommation. En aucun cas, elles ne serviront à alimenter les dépenses de l'administration.

L'objectif de cette réforme est de rendre notre société plus chaleureuse. Sur la question de l'augmentation de la taxe sur la consommation, nous devons apporter toute notre attention aux foyers à faibles revenus. Dans cette optique, nous renforcerons les mesures en faveur des personnes à faibles revenus en développant les fonctions de la Sécurité Sociale. Dans le même temps, nous mettrons en place une série de mesures détaillées, comprenant notamment l'introduction d'un système de numéro d'identification individuel, qui permettra à chaque Japonais d'être inscrit auprès des services sociaux et fiscaux, et la mise à l'étude d'un système de crédit d'impôt qui permettra le remboursement pour les foyers à faibles revenus. En outre, en augmentant de 5% le taux d'imposition maximum de l'impôt sur le revenu, nous contribuerons aussi sur le plan fiscal à réduire les disparités et à rétablir les instruments de redistribution des revenus.

Aujourd'hui, alors que les marchés financiers mondiaux continuent de prévaloir, il est impossible pour un pays de regagner la confiance des marchés une fois celle-ci perdue. Cela est évident quand on considère la situation actuelle en Europe. Cette Réforme Globale est donc urgente car elle instaure un système financier robuste qui résiste aux évolutions des marchés.

(Appel au dialogue pour la réalisation des réformes)

La Réforme Globale de la Protection Sociale et des Systèmes Fiscaux est une réforme majeure qui devra être menée de manière véritablement exhaustive et associée à un rétablissement de l'économie japonaise, ainsi qu'au programme de réformes politiques et administratives. Je poursuivrai le dialogue avec les différents partis politiques et groupes parlementaires afin d'établir les grandes lignes du projet de réformes, puis soumettrai au vote de la Diète les projets de loi y afférant avant la fin de l'année fiscale, conformément à l'échéance stipulée dans la loi adoptée à l'époque de la coalition gouvernementale formée par le PLD et le Nouveau Komeitô.

Depuis le début du XXI^{ème} siècle, mes prédécesseurs au poste de Premier ministre qui se sont succédés à cette tribune ont toujours souligné dans leurs discours de politique générale la nécessité d'une réforme pour établir un système de protection sociale viable.

« La mise en place d'un système de protection sociale durable nécessite un équilibre entre les recettes et les dépenses ».

« En présupposant un rétablissement de l'économie nationale, nous prendrons d'ici à 2011 les mesures légales nécessaires à la mise en place immédiate et de manière progressive d'une réforme du système fiscal qui concernerait également la taxe sur la consommation ».

« Ces mesures ont pour but de ramener la confiance du public dans notre système de protection sociale. Pour faire en sorte que nos enfants et nos petits-enfants n'aient pas à supporter le poids de la dette publique ».

Ces propos ne sont pas de moi. Ils sont tirés du discours de politique générale

que l'ancien Premier ministre Tarô ASO a prononcé il y a trois ans. Mais mes objectifs sont les mêmes. Aujourd'hui, mon souhait le plus cher est que les parlementaires répondent à mon appel à discuter du projet de réformes en faisant fi de leur appartenance politique, pour le bien de la population et l'avenir de la Nation toute entière.

Pour obtenir la compréhension et le soutien de la population, nous devons également nous efforcer d'expliquer de manière claire et précise la signification ainsi que le contenu de ces réformes. Avec les ministres concernés, nous ferons tout notre possible pour tenir le public informé et collaborerons étroitement avec les représentants des collectivités locales, qui jouent un rôle de premier plan en matière de protection sociale et sont en contact direct avec la population.

4. Politique extérieure et sécurité nationale : les mesures nécessaires à l'avènement du siècle de l'Asie-Pacifique

(Le siècle de l'Asie-Pacifique et le rôle dévolu au Japon)

Nous assistons actuellement au passage du siècle de l'Atlantique à celui de l'Asie-Pacifique. La structure du monde qui existait depuis la révolution industrielle est en train de changer, et nous vivons un véritable tournant de l'histoire internationale. Ces moments de changements historiques sont marqués par l'apparition simultanée d'opportunités et de risques.

Voyons d'abord les opportunités engendrées par l'avènement du siècle de l'Asie-Pacifique. La plus évidente est sans aucun doute le fait que l'Asie-Pacifique représente le centre de la croissance mondiale ; cette région du monde sera à l'avenir le moteur du développement économique mondial. Nous avons donc tout intérêt à encourager la croissance importante dans cette zone. En effet, la colossale demande d'infrastructures et le très fort pouvoir d'achat de la nouvelle classe moyenne qui en résultent apporteront à notre pays richesse et dynamisme. La régénération du Japon est inenvisageable sans l'existence d'une région Asie-Pacifique stable et prospère.

Quant aux risques liés au siècle de l'Asie-Pacifique, il s'agit principalement de l'augmentation de l'instabilité régionale due au processus de changement de

l'ordre mondial existant, et des conséquences qu'elle pourrait avoir sur notre sécurité nationale. De nombreux pays s'apprêtant à changer de dirigeant cette année, une vigilance particulière doit être accordée à la sécurité de cette zone à laquelle appartient le Japon. En outre, il existe d'autres problèmes qui pourraient faire obstacle à une croissance stable au sein de la région Asie-Pacifique, tels que le développement des marchés financiers, la pollution de l'environnement, les difficultés liées au manque de ressources alimentaires et énergétiques, sans oublier le vieillissement de la population qui touche de plus en plus le Japon. Tous les regards sont à présent tournés vers le Japon, attendant de lui des solutions grâce à ses capacités technologiques et à ses connaissances. L'avènement d'une zone Asie-Pacifique stable et prospère est donc impossible sans l'aide du Japon, qui doit démontrer son aptitude à régler ces divers problèmes.

Le Japon a la chance d'être un état maritime situé à la fois sur les axes Asie et Pacifique. Il est donc de notre devoir de contribuer à la stabilité et à la prospérité de la zone Asie-Pacifique et de participer à ce tournant historique en mettant à profit notre position particulièrement avantageuse sur le plan géopolitique. C'est non seulement un enjeu important sur le plan international, mais c'est aussi le plus grand objectif stratégique que nous devons réaliser dans l'intérêt de notre nation.

Pour mener à bien l'avènement d'une région Asie-Pacifique stable et prospère, je suis persuadé qu'il nous faut fonder notre politique extérieure sur une participation active et volontaire du Japon dans l'établissement de l'ordre régional et des règles afférentes. Pour cela, nous devons garder comme pivot notre coopération avec les Etats-Unis et nous impliquer fortement dans le cadre des discussions qui rassemblent les nombreux pays de cette zone.

Les différentes questions à régler ne sont pas seulement d'ordre économique, bien qu'elles comprennent la libéralisation du commerce extérieur et des investissements, ainsi que la limitation de l'utilisation de l'environnement et des ressources énergétiques. En effet, elles concernent également d'autres domaines comme celui de la sécurité, avec la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, l'assurance d'une libre circulation maritime, le maintien de la paix et la prévention des conflits. De plus,

le dialogue avec les autres pays de la zone sur des thèmes comme la liberté, la démocratie et l'importance de l'Etat de droit, devra être approfondi pour confirmer notre adhésion à des valeurs communes. Au sein d'une région caractérisée par une forte diversité, le Japon doit poursuivre son initiative de proposition de principes communs et de règles concrètes, et conjointement avec les pays qui partagent ses aspirations, développer une stratégie qui permettra d'assurer stabilité et prospérité à la zone Asie-Pacifique.

Sur le plan stratégique, notre priorité sera tout d'abord d'initier la réalisation d'une zone de libre échange en Asie-Pacifique, projet connu sous le nom de plan FTAAP, et d'élaborer des mesures destinées à la libéralisation du commerce extérieur et des investissements par le biais de partenariats économiques de haut niveau. Parallèlement à nos négociations avec la Corée du Sud et l'Australie, notre objectif est d'entamer rapidement des négociations pour la mise en place d'un partenariat économique à grande échelle basé sur la coopération Japon – Chine – Corée du Sud et l'ASEAN. Nous poursuivrons également nos consultations pour la création d'un accord de partenariat transpacifique (TPP) avec l'ensemble des pays concernés. Enfin, nous tenons à entamer dès que possible des négociations avec l'Union Européenne afin d'instaurer un Accord de partenariat économique (APE).

(Renforcement des relations bilatérales avec les pays voisins)

Allié à la poursuite de ces engagements, le renforcement des relations bilatérales avec les pays voisins confèrera au Japon une force nouvelle qui sera la base de notre politique extérieure. Je me suis déjà entretenu de manière individuelle avec les chefs d'état des Etats-Unis et de Chine, mais aussi avec ceux d'autres grandes puissances comme la Corée du Sud, la Russie, l'Inde et l'Australie. Grâce aux liens de confiance ainsi noués avec chacun, je me suis efforcé de faire progresser les relations bilatérales. Je compte poursuivre mes efforts pour améliorer nos rapports avec ces pays, tout en trouvant une issue aux questions non résolues qui subsistent avec certains d'entre eux, comme la question des Territoires du Nord.

La coopération Japon – Etats-Unis, pierre angulaire de la politique internationale et de la sécurité de notre nation, peut de surcroît être considérée d'intérêt

général pour la région Asie-Pacifique et même pour le monde entier. Il est donc nécessaire de renforcer cette alliance et de l'adapter aux exigences du XXI^{ème} siècle. En ce qui concerne la question de la base aérienne de Futenma, je souhaite écouter attentivement l'avis des habitants d'Okinawa et ainsi trouver la meilleure solution possible pour alléger le fardeau qu'elle représente pour eux. La décision finale sera prise en accord avec les Etats-Unis, mais elle devra également être à même de satisfaire pleinement la population locale.

Par ailleurs, il est impossible de parler de stabilité et de prospérité dans la région Asie-Pacifique sans évoquer la participation constructive de la Chine. J'ai déjà eu l'occasion de confirmer avec mon homologue chinois notre volonté partagée d'approfondir les relations stratégiques entre nos deux pays, sur la base des intérêts communs. La prochaine étape de ce processus est d'enrichir encore la teneur de nos relations, et d'approfondir notre coopération pour parvenir à un ordre régional stable. Le quarantième anniversaire de la normalisation des relations diplomatiques entre le Japon et la Chine constitue une excellente occasion d'améliorer nos rapports par le dialogue et diverses actions, comme par exemple les échanges entre personnes et la promotion du secteur touristique.

Le décès du Président du Comité de défense nationale Kim Jong-Il, survenu en fin d'année dernière, marque un nouveau tournant pour la Corée du Nord ; nous en examinerons les conséquences sans précipitation. Tout en collaborant étroitement avec les autres pays concernés, je m'efforcerai de garantir un niveau de sécurité maximal et de parer à tout imprévu grâce au renfort de notre système de collecte d'informations. La question des enlèvements de citoyens japonais constitue pour notre pays une grave atteinte à sa souveraineté et, sur le plan universel, une violation des droits de l'homme fondamentaux. Notre gouvernement fera tout son possible pour permettre un retour rapide au Japon de la totalité des victimes. Je consacrerai également mes efforts à la normalisation des rapports Japon – Corée du Nord, comme décidé lors de la Déclaration de Pyongyang Japon-RPDC. Les diverses questions qui persistent entre nos deux pays, comme les missiles et le programme nucléaire nord-coréens, devront être résolues pour enfin mettre un terme à ce passé commun douloureux.

Je partage la grave préoccupation de la communauté internationale sur la crise nucléaire iranienne. J'aborderai ce problème avec les autres pays de manière appropriée, en poursuivant par principe une solution diplomatique et pacifique, tout en considérant l'impact sur le marché pétrolier et l'économie japonaise.

Enfin, je resterai particulièrement vigilant afin d'assurer à tous une sécurité maximale, et ce, avec l'aide de l'Agence des Consommateurs. Notre gestion des risques doit prendre en compte toutes les situations d'urgence qui peuvent porter atteinte à la vie, l'intégrité physique ou aux biens des citoyens japonais. Cela englobe le terrorisme et les cyberattaques, les désastres naturels de grande ampleur, mais aussi les incidents et accidents graves survenus au Japon ou à l'étranger.

(Assurer un meilleur avenir à l'ensemble de l'humanité)

Notre pays ne doit pas se contenter d'apporter stabilité et prospérité à la zone Asie-Pacifique, il doit également s'employer activement à assurer un meilleur avenir à l'ensemble de l'humanité. Ce n'est pas seulement un devoir que nous avons envers la communauté internationale, c'est l'objectif fondamental que nous devons nous fixer pour être fiers de notre pays et pouvoir affirmer : « J'ai de la chance d'être né au Japon ».

Récemment, une unité du génie de nos Forces d'Auto-Défense est partie au Soudan du Sud pour participer aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. En effet, la création d'infrastructures sur le continent africain est très attendue par les populations locales et la communauté internationale. Les membres des Forces d'Auto-Défense n'épargneront aucun effort pour réaliser cette mission et ils deviendront ainsi, j'en suis certain, un des symboles de notre fierté. En plus de ces opérations d'aide à l'étranger, je souhaite que le Japon contribue activement à la réalisation d'un futur plus sûr pour tous, en œuvrant pour le désarmement et en agissant contre la prolifération des armes et les changements climatiques, mais également pour un futur prospère en soutenant un usage ciblé des Aides Publiques au Développement (APD).

5. En conclusion

J'aime le Japon et je tiens à le protéger. Je souhaite transmettre aux générations futures cette patrie si belle qui est la nôtre, c'est pourquoi je poursuivrai sans relâche mon objectif qui est de servir au mieux le Japon.

Cette année sera cruciale pour notre pays. Au-delà des épreuves subsiste assurément une lueur d'espoir, « la vision d'un Japon plein d'avenir et dont nous pouvons être fiers ».

Ce pays n'appartient pas uniquement à nous qui y vivons aujourd'hui, il appartient également à d'autres « citoyens » dont nous devons protéger les intérêts : toutes les générations futures qui peupleront le Japon. Nos prédécesseurs ont bâti le Japon, puis l'ont protégé et rendu prospère, plaçant toutes leurs espoirs dans son avenir. L'histoire est telle une course de relais sans fin, et, à notre tour, nous devons un jour « passer le témoin » à la génération suivante.

Les problèmes actuels doivent donc être résolus, et ce, pour garantir le meilleur futur possible au Japon. Je n'obtiendrai sans doute aucune ovation pour le travail que j'entreprends, toutefois, je ferai tout mon possible pour mener à bien les grandes réformes que je vous ai présentées aujourd'hui.

A vous tous, membres de la Diète, qui représentez le peuple : rappelez vous les convictions qui vous animaient à vos débuts. Nous ne devons pas céder à la tentation de reporter à plus tard la résolution des problèmes qui se présentent à nous, même les plus ardues. Le devoir d'« un homme politique » n'est pas de se focaliser uniquement sur les prochaines élections, mais de se préoccuper du bien-être des générations futures. Quant à nous, à qui l'on a confié la barre au plus fort des difficultés de la nation, nous devons nous efforcer de mener à bien notre mission en tant que « réformateurs du système politique ».

Changeons la politique. Afin de donner à nos concitoyens la force de surmonter les obstacles et ouvrir la voie au Japon de demain, il nous faut accomplir ce double objectif : « mener une politique de vaste envergure » et « prouver notre détermination ». Le futur du Japon repose sur nos épaules.

Je tiens à clore mon discours en requérant la compréhension et la coopération de tous les partis composant le gouvernement, y compris le Nouveau parti du peuple (NPP), ainsi que tous les autres partis politiques, et de chacun de mes concitoyens.